

#visapourlaflandre

Béatrice Delvaux Editorialiste en chef

Peter de Caluwe, le Muet de Portici

Je ne sais pas si un directeur d'opéra peut faire des plaidoyers pour la Région métropolitaine Bruxelles, une circonscription fédérale ou encore mieux, pour l'élargissement de Bruxelles à de grandes parties du Brabant flamand ou wallon. Dans cette fonction, il (Peter de Caluwe, patron de la Monnaie, NDLR) aurait mieux fait de garder ces réflexions pour lui-même. Son prédecesseur Bernard Focroulle ne s'est jamais laissé prendre à ce piège. (...) Peter de Caluwe montre un trop grand activisme pour son rôle. Pour servir sa propre maison, la Monnaie, il aurait dû se tenir aussi silencieux que le personnage principal de l'opéra dont il est si fier, La Muette de Portici. » Cette phrase parue en conclusion d'une opinion publiée dans *De Standaard* vendredi dernier a mis le feu aux poudres flamandes. C'est Jean-Pierre Rondas qui l'a signée. Le président de *Doorbraak*, membre du *Gravens-teengroep* – comme Johan Swinnen, professeur d'art et homme politique N-VA très actif dans ce

dossier –, fut un présentateur et un interviewer de Radio Klara réputé pour sa forte personnalité. La réponse ne s'est pas fait attendre, preuve que ce débat budgétaire scientifique et culturel agite autant le nord que le sud du pays. Ce sont deux Open-VLD, partenaires de la N-VA dans le gouvernement fédéral qui a initié ces coupes fortes, qui ont riposté. Bart Somers et Jean-Jacques De Gucht font d'abord remarquer qu'avec cette déclaration, Jean-Pierre Rondas met à mal son propre argument selon lequel Peter de Caluwe ne serait pas victime d'une rancune liée à sa critique du nationalisme. Mais c'est sur le fond surtout que les deux libéraux flamands attaquent leur nouveau collègue : « Nous sommes tout à fait en désaccord avec votre déclaration "Muette de Portici". La liberté d'expression est un des piliers de notre Etat de droit démocratique. Et un directeur d'une institution culturelle fédérale a le droit d'exprimer son opinion. (...) Jusqu'à présent, nous ne vivons pas dans un Etat

totalitaire. Au contraire. Ici, nous sommes convaincus que la culture et les acteurs culturels sont un apport riche et important pour une réflexion critique et sociétale. » Dans un texte publié le même jour dans *De Standaard*, l'historien et politologue de la KUL Marc Hooghe ne dit pas autre chose : « C'est stupéfiant que ces mots viennent de Jean-Pierre Rondas, un homme qui a proféré les opinions les plus acérées sur la radio publique. » Le professeur précise par ailleurs que dans nombre des institutions touchées par ces réductions, vit le soupçon qu'elles cachent un règlement de comptes politique : « Qui ne se plie pas au nouvel agenda politique, paye l'addition en espèces sonnantes et trébuchantes. »

Une mauvaise gestion

Plusieurs membres de la N-VA sont montés au filet ces derniers jours pour expliquer leur vision des institutions fédérales touchées par ces économies et justifier le pourquoi de ces coupes.

Ainsi Jean-Pierre Rondas les présentait-il, dans sa fameuse carte blanche du *Standaard*, comme une « anomalie » au niveau du paysage culturel belge, qui est désormais l'affaire unique des Régions et communautés. « Le résultat est que la gestion de la plupart de ces institutions a été désastreuse. Elles sont le prototype de l'indécrottable mal gestion belge. Des toits qui fuient en sont ainsi la manifestation la plus évidente. » Une allusion aux fuites d'eau au Musée des beaux-arts qui avaient empêché l'exposition internationale du peintre Roger van der Weyden. C'est à cette mauvaise gestion, explique M. Rondas, que le nouveau gouvernement veut justement mettre fin. C'est ce même raisonnement économique et de saine gestion qui sous-tendait l'opinion publiée par Cielte Van Achter et Cathy Coudyser, parlementaires N-VA à Bruxelles et en Flandre. Elles rejettent ainsi la construction d'un Musée d'art contemporain à Bruxelles, alors que deux sites muséaux fédéraux

à Bruxelles ont leur propre collection et peuvent exposer. « Qui va payer le nouveau musée ? (...) Nous appelons le gouvernement bruxellois à ne pas acheter le bâtiment Citroën tant qu'il n'y aura pas de clarté sur une dépense efficiente et sensée. » Un point de vue soutenu par Bart De Baere, directeur du Musée d'art contemporain d'Anvers (M_HKA) qui, dans *De Morgen* mardi, s'en prend à ces institutions fédérales « qui sont moins, ou ne sont plus du tout reliées au reste du pays. Super indépendantes et autistes ». Bart De Baere se réjouit dès lors d'une vraie et totale remise en question des priorités dans ce secteur pour les années qui viennent. « Cela mérite de la considération politique, mais aussi un débat public. Cela demande un plan d'avenir qui n'est pas confisqué par une poignée au sein du million de Bruxellois, mais qui peut être souscrit par tous les partis et la totalité des dix millions de propriétaires. »

Toutes les plumes du nord s'en mêlent. En ce compris les plus

belles, comme l'écrivain Erwin Mortier qui dans *De Morgen* lundi prenait parti avec force pour celle qui en avait agacé beaucoup au nord du pays : « Je vais donner raison à Laurette Onkelinx. » Il s'en prend ainsi à cette Flandre qui ne perd pas un jour « en célébration des Sint-Maartensfondsen, Van Severenfondsen et autres concentrations de rancune ritualisée » mais « ne réussit pas à être claire sur un passé qui était juste horrible parce "que vous devez le remettre dans le contexte d'alors" ou que "les gens qui ont collaboré avec les Allemands avaient leurs raisons" (...). J'attends encore de connaître les premières bonnes raisons pour lesquelles il y a 70 ans, nos villes ont dû être purifiées des Juifs, avec l'aide de leurs concitoyens ». Mortier s'adresse également à Jean-Pierre Rondas et à ses interdictions de parole envers Peter de Caluwe et cite sa propre grand-mère : « Quand un homme veut être aussi stupide qu'une porte, des centaines de bibliothèques ne pourront l'arrêter. » ■